

## CE MONDE QUI BOUGE

# Petit tour d'horizon avant les vacances

Que Benyamin Netanyahu, à qui la France vient de dérouler le tapis rouge, soit opposé au cessez-le-feu initié par les Etats-Unis, la Russie et la Jordanie et entré en vigueur le 9 juillet dans les provinces de Soueida, Deraa et Qouneitra, n'a rien de surprenant. Pour ce partisan ouvertement déclaré d'un remodelage de la région en micro-Etats, le conflit qui déchire l'Irak et la Syrie arrange Israël. C'est la raison pour laquelle – je l'ai mentionné à maintes reprises – Israël soigne les djihadistes de Fatah Cham dans des hôpitaux de campagne installés dans le Golan syrien occupé, et n'hésite pas, sous prétexte de combattre le Hezbollah, à frapper l'armée syrienne. Quant à la menace iranienne invoquée par Tel Aviv pour justifier son opposition à ce cessez-le-feu, chacun sait que c'est bien l'occupation depuis 1967 des 1 200 km<sup>2</sup> du plateau du Golan syrien qui est le vrai problème.



Par Hassane Zerrouky

Toujours est-il que Netanyahu est reparti ravi de Paris où il était en visite après que le président Macron l'a assuré, sans craindre le ridicule de son propos, que la France ne céderait «rien aux messages de haine, à l'antisionisme parce qu'il est la forme réinventée de l'antisémitisme». Messages de haine, soit, mais pour le reste c'est du BHL et du Finkielkraut dans le texte !

A Raqqa, dernier bastion sans doute de l'Etat islamique (EI), plus connu sous l'appellation de Daesh, les Forces démocratiques syriennes (FDS, alliance arabo-kurde) continuent de progresser dans la ville. Appuyées par d'intenses bombardements de l'artillerie lourde américaine et les raids aériens de la Coalition internationale menés par Washington, les FDS seraient sur le point de contrôler un nouveau quartier, Yarmouk. Vaincu militairement, l'islamo-wahhabisme, dont se revendique Daesh, va subsister et c'est là le vrai problème d'autant que le terreau sur lequel fleurit cette idéologie – les profondes inégalités sociales, l'absence de démocratie et de liberté, l'autoritarisme, la corruption et la religiosité – va subsister. Les destructions matérielles et humaines causées par ce conflit, avec la détérioration du tissu social sur fond de confessionnalisation de ce conflit, ne vont pas faciliter la tâche des FDS, seule force jusqu'à la non ethnico-confessionnelle.

Pour l'heure, dans l'attente d'une hypothétique solution politique, selon le dernier bilan établi par l'OSDH (Observatoire syrien des droits de l'Homme, proche des Frères musulmans) cette crise a déjà fait 331 765 morts dont 99 617 civils. Ces derniers ne constituent donc qu'un tiers des victimes de cette tragédie. Le reste, soit plus des deux tiers, 232 148 tués, sont des combattants, une boucherie humaine. Dans ce chiffre, les forces de Bachar (armée et milices) ont perdu 116 774 hommes dont 61 808 soldats, le Hezbollah 1 480. Quant aux djihadistes, Fatah al-Cham (branche syrienne d'Al-Qaïda) et Daesh, ils auraient perdu 58 000 combattants. Les FDS et les autres groupes islamistes ne se réclamant ni d'Al-Qaïda ni de Daesh, auraient perdu 57 000 combattants. Mais on ne sait toujours pas si le chef de Daesh, Abou Bakr al-Baghdadi, le djihadiste à la Rolex, figure dans ce bilan macabre.

Autre protagoniste de cette crise moyen-orientale, la Turquie, qui a commémoré dans la nuit de samedi-dimanche le premier anniversaire du putsch raté contre le Président Tayyip Erdogan, anniversaire auquel tout le pays était convié.

A Istanbul, sur le pont des «Martyrs du 15 juillet» enjambant le Bosphore, le Président turc est allé à la rencontre de plusieurs centaines de milliers de Turcs qui s'y trouvaient. Et là, avant la prière de la mort psalmodiée à minuit tapante par les imams des 81 régions du pays, le Président turc n'a pas pris de gants envers ses adversaires réels ou supposés : «Nous arracherons la tête de ces traîtres», a-t-il lancé. Aux purges ayant touché plus de 100 000 personnes – des militaires, des policiers, des magistrats, des journalistes et des fonctionnaires – et aux 50 000 personnes embastillées en attendant leur jugement, s'est ajoutée vendredi dernier la radiation par décret-loi de plus de 7 000 militaires, policiers et employés. Et ce n'est pas tout.

Six membres d'Amnesty International dont sa directrice pour la Turquie, Idil Eser, sont en prison depuis le 5 juillet sous l'accusation de crime commis «au nom d'une organisation terroriste sans en faire partie» ! En fait, comme l'a souligné Andrew Gardner, chercheur spécialiste de la Turquie à Amnesty, «défendre les droits de l'Homme est devenu un crime» au pays du sultan Erdogan. Et quant aux déboires de nos amis qataris, on y reviendra «inch'Allah» !

Bonnes vacances à toutes et à tous, et à bientôt.<sup>(1)</sup>  
H. Z.

1) Je serai de retour le 17 août.

## LA POLICE ALGÉRIENNE FÊTE SON 55<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

# Hamel insiste sur la notion du respect des droits de l'Homme

**La célébration du 55<sup>e</sup> anniversaire de la fête de la police sera marquée cette année par la décision de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) de «créer un nouveau bureau réservé aux droits de l'Homme », une démarche, dit-on, «qui traduit la volonté de la DGSN».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Ainsi, dans son communiqué rendu public à cet effet et annonçant la création de cette structure au niveau central, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a indiqué mettre en avant «l'intérêt accru» qu'elle accorde à «la promotion des droits de l'Homme dans les rangs de la police à travers la modernisation du système de formation à même de garantir la mise en œuvre des lois de la République».

La DGSN a rappelé que son processus visant à «promouvoir les principes des droits de l'Homme au sein de la police nécessitait la moderni-

sation de la formation en assurant la mise en œuvre des lois de la République auxquelles a appelé le président de la République pour préserver la dignité de l'homme, sa liberté et ses droits, en tant que base pouvant édifier l'Etat et instaurer la démocratie à même d'établir la bonne gouvernance». Pour ce faire, ajoute-t-on, «les étudiants stagiaires au sein des écoles de police sont informés des directives du général-major, le directeur général de la Sûreté nationale, Abdelghani Hamel, relatives au respect des principes des droits de l'Homme conformément aux lois de la République, en sensibilisant constamment

à la nécessité d'en tenir compte lors de l'accomplissement des missions des agents de police, d'autant que ces dernières sont axées, en premier lieu, sur l'Etat de droit ainsi que sur la dignité du citoyen».

M. Hamel a récemment annoncé la création d'un nouveau bureau réservé aux droits de l'Homme, une démarche qui traduit la volonté de la DGSN.

L'objectif recherché à travers cette nouveauté est de «professionnaliser le métier de policier, notamment dans son interaction avec la société à même de préserver les citoyens et leurs biens conformément aux exigences de la modernisation dans le respect de la loi et de la déontologie».

A cet effet, la DGSN veut «consolider le principe des droits de l'Homme en tant que mécanisme, à travers lequel la sage et clairvoyante direction vise à préserver la dignité du

citoyen», tout en ajoutant qu'elle «était et qu'elle est toujours première dans la concrétisation du respect des principes des droits de l'Homme, d'autant qu'elle représente une institution réglementaire dont l'objectif principal est la protection des citoyens et de leurs biens». La même source souligne par ailleurs que «pleinement imprégnés des principes des droits de l'Homme, lesquels sont enseignés dans tous les programmes du corps de la police, les policiers maintiennent leur engagements à respecter les directives de leur Haut Commandement en cette matière», dont le but est de «préserver les vies des citoyens et leurs biens par tous les moyens juridiques outre l'action de proximité efficace», en consacrant le slogan «L'Etat de droit commence dans les rangs de la police».

A. B.

## BOUMERDÈS

# «Pourtant, les autorités disent que l'entrée des plages est gratuite»

**Les changements positifs, promis par le wali Abderrahmane Madani Fouatih, concernant la saison estivale au niveau de la wilaya de Boumerdès, par rapport à la qualité des plages de la région – propreté et sécurité – tardent à devenir une réalité.**

Le citoyen constatera-t-il un jour cette amélioration ? Ce sont, en effet, les mêmes problèmes que les années précédentes qui se posent aux baigneurs qui, pour certains, font de longs trajets, à partir de Sétif, Bordj-Bou-Arréridj, M'Sila, Bouira et Tizi-Ouzou pour jouir de la liberté et des bienfaits que procurent les espaces publics au bord de la mer. Après nous avoir fait état de la somme qu'il a payée au loueur de parasols, tables et chaises, ce citoyen venu, ce jeudi, de Bordj-Bou-Arréridj, avec ses enfants s'installer à la plage-centre de Boumerdès, en face du vieux Rocher-Noir, se lèche «Pourtant les autorités ne cessent de nous dire à travers les médias que l'accès aux plages est gratuit.» C'est clair, notre ami de Bordj-Bou-Arréridj qui a fait 200 km pour passer quelques heures tranquilles avec ses enfants est déçu comme l'étaient, ce jeudi matin, plusieurs baigneurs qui ont fréquenté l'une des plages de Boumerdès. A 10 heures du matin, tout le long de la plage de Boumerdès, le rivage est occupé par des parasols, des tables et des chaises posés par les loueurs de ces accessoires.

Pour s'installer près de l'eau, il faut donc payer, au minimum, 500 dinars pour la location d'un parasol. 400 dinars est le prix de la table alarol que pour les chaises, le tarif est de 100 dinars l'unité. La saison estivale de la wilaya de Boumerdès ne fait que commencer. «Nous n'interdisons à personne de s'installer où elle veut.» Nous dit un loueur. Selon lui, la commune ne nettoie pas la plage. «Nous le faisons nous-mêmes. De plus, on nous accuse de mafia des plages alors que nous veillons sur la sécurité des familles», ajoutera-t-il.

Nous avons tenté d'avoir une explication d'une autorité présente sur les lieux à cette situation, alors nous avons pris la direction du poste de police installé au bord de la plage. L'officier de permanence nous renvoie au niveau du commissariat central



La plage est occupée par une forêt de parasols.

pour poser nos questions. Au niveau de Zemmouri c'est le même constat que nous faisons. La plage-ouest où est installé un poste de Gendarmerie nationale, est occupée par une forêt de parasols. «La commune nous a concédé environ 25 mètres de largeur, chacun, à raison de 5 000 dinars le mois pour poser nos parasols, nos tables et nos chaises.» Une quarantaine d'autorisations auraient été délivrées, selon nos sources, par le maire parti, depuis, en congé de maladie. Ce loueur nous mentait. D'après la copie d'une autorisation en notre possession, la commune de Zemmouri a établi ces autorisations moyennant 6 400 dinars (pour toute la saison) – un montant symbolique qui pourrait être amorti en une demi-journée de travail – pour une superficie de 16 m<sup>2</sup> (4x4 mètres) juste pour déposer les accessoires de plage à louer.

Nous avons tenté d'entrer en contact avec un responsable de cette commune, l'agent de service persistait à nous barrer l'entrée car, selon lui, aucun responsable n'était présent, ce jeudi.

### Le racket revient

De son côté, Mohamed Bouferkas, le P/APC de Boumerdès, nous a fourni quelques éclaircissements au sujet de la gestion des plages. «En application des instructions de la wilaya, nous avons établi

55 autorisations dispatchées sur 7 plages communales moyennant 60 000 dinars pour chaque autorisation, et ce, pour toute la saison. Cette concession est de dimension de 5 sur 5 mètres, une sorte de bureau pour juste déposer les équipements à louer.» Le premier magistrat de Boumerdès nous a remis une copie de l'autorisation en question ; laquelle est assortie de 8 conditions. Quasiment les mêmes obligations que celles prescrites dans les autorisations établies par la commune de Zemmouri.

Ces conditions ont été certainement imposées par les services de la wilaya, mais non respectées par tous. Les titulaires n'ont pas, entre autre, le droit d'installer leurs parasols sur le sable, c'est le contraire qui se passe dans toutes les plages que nous avons vues à Boumerdès et Zemmouri.

Les titulaires doivent veiller à la propriété sur la superficie qui leur est concédée. Ils doivent, en outre, respecter la législation en matière d'occupation des espaces publics.

A rappeler que les services de sécurité sont en possession des copies de ces autorisations. Finalement, faute de contrôle sérieux, cette formule est détournée au seul profit des loueurs et au détriment de la liberté des citoyens d'utiliser le bien de la collectivité.

Abachi L.